Discours de Thierry Beaudet, élu président du CESE

18 MAI 2021



SÉANCES PUBLIQUES PUBLIÉE LE 18/05/2021

Discours de Thierry Beaudet, président du CESE
Séance plénière d'installation de la mandature 2021-2026
Le 18 mai 2021, palais d'Iéna, Paris

Télécharger le discours

*Seul le prononcé fait foi

« Au CESE, pour une République des solutions »

Monsieur le doyen, chers collègues,
Cher Patrick Bernasconi, dont je salue la présence amicale et bienveillante,

Je tiens tout d'abord à vous remercier très sincèrement de vos votes, vous dire ma fierté… et aussi mon émotion. J'ai en ce moment une pensée pour tous celles et tous ceux qui nous ont précédé dans cet hémicycle et à cette tribune, comme j'ai une pensée pour mes amis mutualistes.

Je veux vous assurer que je m'attacherai à présider notre assemblée comme j'ai construit ma candidature, en vous écoutant, en veillant à ce que toutes et tous, dans la diversité de vos appartenances, soyez pleinement respectés, associés et intégrés dans nos débats et décisions.

46% de femmes siègent aujourd'hui sur nos bancs. C'est comparable à la mandature précédente, et c'est plus qu'à l'Assemblée Nationale et au Sénat. Même si ce n'est pas la parité totale, je veux nous en féliciter car les mécanismes de désignation ne le garantissaient pas. C'est donc à mettre au crédit de la mobilisation de nos organisations. Je forme le vœu que cette aspiration à la parité se retrouve à tous les niveaux de responsabilité de notre conseil.

L'élection qui me voit porté à la présidence de notre Conseil s'inscrit dans un moment particulier.

La crise pandémique que nous vivons révèle des phénomènes inédits au regard de leur ampleur ; je pense notamment aux usages numériques, au télétravail ou à l'engagement sans précédent de budgets publics pour soutenir l'économie, nos concitoyennes et concitoyens.

Mais surtout la crise accélère et amplifie trois fractures déjà repérées, qui sont autant de défis. Je voudrais en souligner quelques aspects, que je pense majeurs, autant d'éléments structurants pour notre travail dans la mandature qui s'ouvre.

- Un défi de société d'abord, autour de l'écologie et de la transmission.

La conscience et l'urgence écologiques ont gagné toute la société. Nous mesurons un peu plus chaque jour les enjeux et les devoirs que cela emporte pour préserver notre planète. Ce défi climatique parcourt déjà et parcourra de plus en plus tous les secteurs de nos activités. C'est une réalité incontestable, qu'il faut savoir conjuguer au pluriel et au futur.

Si la crise a placé la prise en compte des enjeux environnementaux au cœur des attentes de l'ensemble des générations, c'est la préoccupation principale des jeunes générations.
La jeunesse est au cœur de la crise, elle nous interroge, nous préoccupe et nous mobilise. L'avenir qui doit rester possible, les ressources qui doivent rester accessibles, les projets qui doivent rester partagés, tout nous alerte autour d'une transmission que nous devons savoir organiser entre générations, pour tenir le fil de notre histoire de peuple et de nation.

- Le deuxième défi est économique et social, autour de l'égalité et de la performance, ce que nous pourrions qualifier de relance impérative.

Les inégalités ont pris une ampleur et une acuité inédites qui bloquent toujours davantage les espoirs de progrès, individuel et collectif. Et le choc attendu, avec notamment l'extinction programmée des mesures de soutien, va amplifier encore fractures et tensions. De nouvelles fragilités apparaissent ou se confirment à très grande échelle, comme les multiples isolements, la vulnérabilité des familles monoparentales ou encore les fractures territoriales. Dans la santé, si stratégique, les chantiers hier simplement ouverts, pour assurer préventions et accès aux soins, deviennent aujourd'hui urgents, au risque de l'implosion. Le pacte social qui nous unit est plus que jamais à réinventer.

La cause qui doit d'abord nous mobiliser est bien l'égalité. Chacun mesure l'explosion de la pauvreté et le risque social majeur que font peser les conséquences économiques de la crise sur la population française, comme le chômage des jeunes et des seniors, les destructions d'emplois ou encore la réduction des dons aux associations, aux fondations. Le degré de civilisation d'une société se mesurant à l'attention qu'elle porte aux plus fragiles, notre rôle sera donc de soutenir les territoires au bord du décrochage et de proposer des réponses pour accompagner nos concitoyennes et concitoyens les plus vulnérables, femmes et jeunes notamment, afin d'atténuer la fragilisation collective qui découle directement de la pandémie. C'est un impératif moral mais aussi la condition de notre réussite collective. Nous ne saurions nous passer de l'audace de notre jeunesse, de la solidarité qui fait notre identité, de la diversité de nos territoires – les outre-mer, métropoles, villes moyennes, territoires ruraux – ou de la vitalité de tous nos quartiers urbains.

Dans ce contexte, nous avons besoin de performance économique, puisqu'elle assure notre prospérité commune. Une performance qui soit partagée, soucieuse de l'environnement et pleinement tournée vers la recherche et l'innovation. La performance de toutes nos entreprises est vitale pour le présent et le futur de notre société. Nous ne pouvons envisager la transition écologique sans participation active des acteurs économiques, des agriculteurs, des entrepreneurs, des salariés.

A l'heure du green deal, du plan de croissance européen, du plan de relance français, l'entreprise doit être partie prenante de l'évolution de notre modèle.

Ce n'est pas pour rien que le CESE est construit sur le triptyque économique, social et environnemental. Ces trois dynamiques ne doivent pas seulement coexister mais s'irriguer, se conforter les unes les autres. Et ainsi rendre possible et acceptable le changement autour de l'écologie et de la transmission, de l'égalité et de la performance.

Le Cese se doit de répondre plus que jamais à sa vocation de conseil, qui dépend avant tout de notre capacité à mettre en œuvre et préserver les conditions d'un dialogue exigeant, confiant et serein entre l'ensemble des acteurs de notre société. La coopération entre toutes nos sensibilités est la condition d'un futur plus durable et plus responsable. Je forme le vœu que nous sachions travailler dans une logique d'inclusion constructive et non d'exclusion stérile.

Le troisième défi est démocratique, à l'heure où la tentation du repli sur soi, individualiste ou communautariste, saisit un nombre toujours plus important de nos concitoyennes et de nos concitoyens.

C'est devenu un lieu commun, notre société se fracture comme jamais. Malmenés par des décennies de crises, des Français, toujours plus nombreux, vivent, toujours plus douloureusement, des inégalités de destin. Alors ils tendent à former des « mondes à part », à se réfugier dans des territoires de pensée et de vie éloignés les uns des autres, parfois sans frontière commune. Avec le sentiment, ou le ressentiment, qu'il n'y a plus personne pour les écouter et défendre l'intérêt général.

Face à cette exigence, à cette urgence, nous avons un impératif et des clés.

L'impératif, c'est celui de la vérité, la vérité des constats et des faits. Les clés, c'est l'exemplarité en termes d'engagement et de participation de notre part, autant que de capacité à gérer nos différences de point de vue, nos désaccords.

La crise a pointé comme jamais le climat de défiance, le complotisme grandissant et le rapport complexe à la vérité qui s'installent au cœur de nos démocraties, et les affaiblissent considérablement. Dans ce cadre, la société civile, même si elle n'est pas épargnée par ce climat de défiance, reste le point d'ancrage le plus sûr.

S'accorder sur les faits, sur des diagnostics partagés, constitue le préalable indispensable à toute proposition de solution utile et incontestable.

Nous devons défendre et incarner le principe d'une démocratie mixte, d'une démocratie continue qui va au-delà du parlementarisme et qui mêle davantage les décisions des élus et les avis des acteurs de la société, qui rassemble, dans la réflexion, la décision, et l'action toutes les parties prenantes, tous les territoires, tous les domaines, du sanitaire au social, de l'économique à l'environnemental. Il y va de la nécessaire revitalisation de la démocratie ! C'est le sens de la réforme…elle nous oblige.

Aujourd'hui il faut réparer et transformer
Ne plus rien céder et assurer toutes les réparations urgentes que notre pacte économique, social, environnemental et démocratique requiert
Innover, oser et réussir toutes les grandes transformations déjà engagées ou à venir.

Pour nous le Cese, réparer et transformer signifie :

- Savoir associer et décider ensemble, et donc cultiver pleinement le sens du dialogue

Nous vivons une crise de la délibération. Les exigences et les déceptions sont flagrantes vis à vis de notre système représentatif. Elles s'expriment par de multiples phénomènes d'abandon ou d'abstention, de radicalisation ou d'outrance. Dans le même temps, les attentes sont toujours plus fortes quant au fait de pouvoir donner plus régulièrement son point de vue, de pouvoir être plus directement acteur de la décision publique. C'est le phénomène de la démocratie participative qui gagne la vie publique. La question d'une démocratie revivifiée est la première de toutes, peut être la première de toutes les batailles.

La question du dialogue citoyen nous est clairement posée.

- Réparer et transformer signifie aussi savoir anticiper ensemble, et donc cultiver pleinement le sens du futur

Anticiper permet de mieux préparer et mettre en œuvre les décisions clés. Le Président Dermagne aimait à dire « le Cese est l'Assemblée du premier mot ».
Le premier mot de celles et ceux -nous toutes et tous- qui entendons la voix, les inquiétudes, les espoirs et les attentes des françaises et des français et qui nous en emparons comme des vigies. Nous nous en emparons avant que ces sentiments soient vite prisonniers, non seulement des visions politiques partisanes, mais aussi et encore plus désormais du forum des simplismes, post-vérités et complotisme qui gagne les réseaux sociaux et quelques médias !

La question du futur à partager nous est aussi clairement posée. Une conférence des enjeux que je propose d'organiser dès septembre pourrait nous aider à identifier les grands défis qui attendent notre pays.

- Réparer et transformer, c'est enfin savoir équilibrer ensemble les différents aspects de nos vies en société, et donc avoir pleinement le sens du projet partagé.

La recherche de compromis qui ne soient pour personne l'abandon de convictions essentielles, la capacité à intégrer dans une même mesure des éléments en apparence contraires ou inconciliables, c'est l'aptitude unique et distinctive du Cese à créer des alliages neufs et des synthèses productives. Demeurons attachés à la question des conciliations et réconciliations indispensables, que ce soit pour nous le fil rouge de notre production.

C'est bien en cultivant le sens du dialogue, le sens du futur et le sens du projet partagé que nous pourrons peser collectivement plus fort dans le débat et la décision publique, peser plus fort dans les réparations et les transformations de notre pays.

Nous le pourrons parce que nous sommes l'une des trois assemblées constitutionnelles.
Avec le plus grand respect pour chacune d'elles, que constatons-nous ?

L'Assemblée nationale est une assemblée qui représente les électeurs à travers des partis et des groupes politiques. Le Sénat est la chambre haute qui incarne les territoires.

Dans la maison démocratie, nous sommes le lieu de la société agissante que nos organisations incarnent partout sur le terrain et dans tout le pays.

Nous sommes l'addition de corps intermédiaires et d'organisations économiques, sociales et environnementales variées et engagées. Nous sommes l'assemblée des opinions des débats et des intérêts bien compris pour servir l'action en l'éclairant au mieux. Notre rôle est consultatif mais notre place dans la décision publique doit s'amplifier. Nous sommes en effet une expression démocratique de la société qui agit, avec ses nuances, ses contradictions mais aussi ses compromis et ses consensus.

Être l'expression de la société agissante, c'est l'incarner dans toute sa diversité, en étant au plus près du terrain.

Chambre de la société agissante, c'est la complémentarité essentielle du CESE avec le gouvernement, l'Assemblée nationale et le Sénat.

La réalité des aspirations citoyennes ne se réduit pas au tirage au sort. La société que nous devons représenter ne se résume pas plus au tribunal des opinions.

Nous savons délibérer et agir pour les citoyennes et citoyens parce que, par essence même, notre diversité, nos différences et nos identités respectives font que nous sommes l'incarnation de leurs attentes.

Il faut penser et faire vivre, je le redis tant c'est important, une démocratie mixte et continue qui équilibre les formes représentatives et participatives, les interventions directes et indirectes, et prenne en compte les usages, attentes et rythmes nouveaux.

Cette urgence est d'autant plus concrète que ne cessent de monter depuis le début de la pandémie des oppositions présentées comme irréconciliables, de la science et de la politique, de l'économie et de la santé, du global et du local, des experts et des citoyens…La liste est longue et nous tous le vivons dans nos organisations respectives. La séquence politique qui s'ouvre pourrait exacerber ces oppositions. Nous devons être l'assemblée du dépassement de ces prétendus inconciliables, l'assemblée des réconciliation indispensables. Cette ambition n'est pas simple ! Mais nous le pouvons.

La méthode pour y parvenir c'est le débat et le respect des intérêts particuliers, la recherche et la construction de nos intérêts mutuels, la poursuite et la proposition de l'intérêt général. Nous devons pouvoir transformer nos débats en solutions utiles, efficaces et innovantes. Mieux encore, nous devons renforcer la qualité de nos avis par la qualité de nos débats !

Nous devons avoir une capacité de prise en compte permanente des citoyens dans leur quotidien et dans leurs territoires. La physionomie de notre Conseil nous permet de réellement et concrètement connaitre toutes les actions menées avec vous, près de vous, et qui expérimentent des solutions nouvelles, publiques ou privées.

C'est faire œuvre utile que de tirer tout le sens et tout le potentiel possible de ces milliers d'initiatives qui se déploient partout en France. Nous devons permettre de les faire connaître afin de les partager, de les analyser afin de les essaimer, et conforter ainsi le débat et l'action dans notre pays.

Réfléchissons ensemble à une articulation renforcée avec les Régions et les CESER. Jouons pleinement notre fonction de relais, de médiateurs, d'assembleur et d'amplificateur. Soyons l'outil d'une République des solutions qui articule efficacement les dynamiques locales et les enjeux globaux !

Plaçons les cinq années de la mandature qui s'ouvre sous le signe de l'utilité et de l'efficacité pour construire l'avenir de toutes les générations.

Pour cela, rassemblons-nous autour des vrais enjeux, pas nécessairement ceux qui font la Une mais ceux qui font l'avenir.

Parmi ceux-là, il est sans doute des sujets plus sensibles, plus clivants que d'autres. Ne les esquivons pas, au contraire, car ce sont souvent ceux-là qui, tant qu'ils ne sont pas traités, cadenassent le progrès.

Forts de notre culture du débat, de nos valeurs de respect et d'ouverture, de nos bonnes volontés, nous pouvons déverrouiller les possibles.

N'attendons pas pour le faire, contribuons ensemble à une République des solutions, pour une République Française riche de ses différences, forte, moderne, inclusive et apaisée.

Crédit photo : Katrin Baumann

Réécouter le discours d'investiture du Président Thierry BEAUDET :

Test intégral du discours de Thierry Beaudet

© - copyright CESE - Novembre 2026